



Lumières et ombres du nouveau traité d'Amérique du Nord



Finalement, après plusieurs mois d'incertitude et de dures négociations, les trois pays d'Amérique du Nord : le Mexique, les États-Unis et le Canada ont conclu un nouveau traité de libre-échange imposé presque à main armée par Donald Trump pour garantir et augmenter ses avantages dans les échanges régionaux.

Le magnat président a pratiquement forcé ses partenaires à accepter ses conditions sous la menace de faire voler en éclats ce qui restait de l'accord commercial qui était entré en vigueur le 1er janvier 1994.

Trump en voulait tant cet accord qu'il a même imposé un changement de nom : USMCA, États-Unis-Mexique-Canada au lieu de TLCN, Traité de Libre-commerce d'Amérique du Nord.

Pour les Mexicains, le nouvel accord a un goût aigre-doux et il est plein de lumière et d'ombre car, bien qu'il maintienne la garantie du fait que 80% de ses exportations ont des acheteurs sûrs -un avantage à double tranchant- car il y aura de sérieux dommages dans différents secteurs dont l'automobile.

Les nouvelles réglementations peuvent provoquer une baisse de presque 50% dans ce secteur à cause surtout d'une d'entre elles qui stipule que les voitures importées dans la zone de libre-échange doivent avoir jusqu'à 25% de pièces fabriquées dans des zones de salaires élevés ce qui place le Mexique dans une situation désavantageuse par rapport aux États-Unis et au Canada.



Un grand nombre de grandes corporations du secteur automobile ont leurs filiales au Mexique, justement car les salaires qui y sont payés sont très bas.

Bien que le nouvel accord ait été approuvé , les États-Unis n'ont pas encore supprimé les taxes supplémentaires dont ils ont frappé l'acier et l'aluminium importés du Canada et du Mexique ce qui signifie que le libre commerce ne sera accepté par Washington que lorsque cela ira dans le sens de ses intérêts.

Le Traité de Libre-échange de l'Amérique du Nord, signé en 1994, et qui a été en vigueur pendant 24 ans, a pratiquement détruit les petites et moyennes entreprises agricoles qui n'ont pas pu résister à la concurrence des puissants fermiers étasuniens qui perçoivent des subventions de l'état pour maintenir leurs niveaux de production et de ventes.

Par exemple, le Mexique, qui avait son autosuffisance alimentaire garantie et qui exportait du maïs qui fait partie du régime alimentaire de base de la majorité des familles mexicaines, doit importer maintenant plus de 25% de cette céréale.

De plus, en vertu du nouvel accord, ni le Mexique ni le Canada ne pourront signer des accords similaires avec la Chine ou avec le Venezuela ni avec n'importe quel autre pays dont les gouvernements ne sont pas du gré de Washington ce qui dépasse le domaine du commerce et de l'économie et porte atteinte à la souveraineté nationale.

Dans n'importe quel accord l'on gagne et l'on perd , mais, avec les États-Unis, surtout avec l'administration Trump, quiconque négocie, a toutes les chances de perdre et celle-ci pourrait être la triste leçon de ce nouvel accord commercial.